

# Le faible taux de réussite en médecine attise les polémiques

■ Seuls 18,5 % des étudiants qui ont présenté l'examen d'entrée l'ont réussi.

Ce jeudi fut décisif pour les 3 471 étudiants de la Communauté française qui s'étaient présentés vendredi dernier à l'examen d'entrée en médecine et dentisterie. Les résultats allaient, ou non, leur ouvrir les portes des auditoires. Mais après publication ce jeudi, seuls 641 d'entre eux ont pu télécharger l'attestation de réussite indispensable pour entamer les cours ce lundi.

Ce faible taux de réussite a directement attisé les polémiques dans le milieu étudiant.

Notons néanmoins que s'il avait été prédit, notamment par le ministre de l'Enseignement supérieur Jean-Claude Marcourt (PS), il était non voulu. Le jury a en effet rédigé les questions en fonction de compétences définies, et non d'un seuil d'étudiants à éliminer.

## Le niveau du secondaire épinglé

Principal syndicat étudiant, la Fédération des étudiants francophones, la Fef, a directement qualifié l'épreuve "d'examen boucherie" qui démontre "le niveau insuffisant de l'enseignement secondaire".

L'Unécof, l'Union des étudiants de la Communauté française, a de son côté souligné "l'absurdité" qu'est pour elle le fait "de sélectionner les

médecins sur base de leur niveau de secondaire". Les résultats de cet examen, a-t-elle poursuivi, démontrent une fois de plus "les inégalités de niveaux du secondaire" et engendrent une sélection des médecins de demain dans les "bonnes écoles".

Au vu de ces inégalités, Opaline Meunier, la présidente de l'Unécof, a également regretté que la Fédération Wallonie-Bruxelles, qui a organisé l'examen, n'ait organisé "ni remédiations ni année préparatoire"

pour aider les étudiants à l'affronter. Cela a donné lieu, explique-t-elle, à un "examen d'entrée du portefeuille", le privé restant la seule option possible pour s'y préparer. "Demain, pour être médecin, il faudra avoir été dans une école secondaire réputée, ou avoir des parents qui peuvent payer un renforcement à plus de mille euros l'été précédent. Pour tous les autres, tant pis. Ce n'est pas la société que nous voulons", a-t-elle conclu au nom de l'Unécof.

L'Association belge des syndicats médicaux, favorable à l'examen, a elle aussi déploré que "la qualité de l'enseignement secondaire francophone ne réponde pas au niveau requis".

Le mode interrogatoire de l'exa-

men, construit sur la base du système de questions à choix multiples (QCM), système très rarement exercé dans le secondaire, a également été épinglé.

## Les risques de la pénurie

Au-delà de ces critiques portant sur les matières interrogées, la méthodologie employée ou le niveau exigé, c'est le principe même du contingentement au début des études de médecine, imposé pour rap-

pel par le fédéral, qui continue à inquiéter la plupart des acteurs francophones. Ils rappellent qu'une pénurie de médecins, principalement généralistes, est annoncée en Wallonie.

"En ce sens, insiste Maxime Mori, président de la Fef, l'examen d'entrée ne règle rien. Il institue plutôt les futurs déserts médicaux."

Dans les rangs du gouvernement fédéral, la ministre de

la Santé, Maggie De Block (Open VLD), a au contraire reconnu l'"efficacité" de l'examen.

Selon le fédéral, cette réduction drastique du nombre d'étudiants dorénavant admis dans la filière médicale va doper la qualité de la formation qui leur est prodiguée.

BdO

**"Demain, pour être médecin, il faudra avoir été dans une école secondaire réputée, ou avoir des parents qui peuvent payer un renforcement à plus de mille euros l'été précédent."**

**Opaline Meunier**

Présidente de l'Unécof.